



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'Étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 29 juin 2020

Salaires et emplois :

Seule comptera notre propre force collective !

Le Ségur de la santé accouche d'une souris : le ministre propose six milliards d'euros pour les salaires de tous les travailleurs de la santé – hors médecins – à se partager entre public et privé, hôpital et Ehpad. Loin des 32 milliards demandés par la CGT-Santé, loin de ce qu'il faudrait pour augmenter de 300 € net mensuels tous les salaires, comme le revendiquent les hospitaliers qui se mobilisent depuis plus d'un an. Pas étonnant qu'avec des annonces pareilles, on ait eu du mal à compter les bulletins LREM dans les urnes dimanche soir...

Les milliards pour le CAC 40, le chômage qui flambe

Et puis, six milliards ce n'est pas grand-chose à côté des milliards allongés pour les patrons des différents secteurs : un milliard pour ceux qui embauchent des apprentis, un milliard pour les start-uppers, huit milliards pour l'automobile, quinze milliards pour l'aéronautique... Sans compter le BTP et tous ceux qui profitent du chômage partiel.

Mi-juin, c'étaient 200 millions pour les laboratoires sur la piste du vaccin, y compris pour Sanofi qui a distribué quatre milliards de dividendes cette année et qui a annoncé, il y a quelques jours, un plan de suppression de 1700 postes dans le monde, dont 1000 en France et plusieurs centaines en Allemagne.

Avec Sanofi, la liste des boîtes qui suppriment des postes s'allonge : Renault, Air France, Bayer, Daher, Nokia, etc. Tout comme la liste des entreprises en faillite, qui vont laisser les salariés sur le carreau ou entre les mains d'un repreneur qui fera le sale boulot : la Halle, André et une myriade de petites boîtes.

L'argent public qui pleut par milliards, y compris pour les groupes qui font d'énormes profits, n'a pas vocation d'empêcher la catastrophe : il la subventionne, à condition, paraît-il, qu'il n'y ait pas de licenciements « secs ». Une condition qui n'engage à rien, car les patrons disposent de bien d'autres outils pour sabrer dans les effectifs – non-renouvellement des CDD ou des missions d'intérim ou bien rupture conventionnelle collective et autre plans de départs volontaires forcés.

D'autres font signer des accords de performance collective (APC), par exemple dans l'aéronautique – Derichebourg – ou encore à l'Équipe. Sous prétexte de « défense de l'emploi », c'est imposer des diminutions de salaire et des augmentations du temps de travail.

Bref, le chantage à l'emploi... sans qu'on puisse être sûr qu'à la fin, il n'y ait pas de suppressions de postes ! On se souvient des travailleurs de Continental à Clairoix, où les syndicats avaient signé un accord de ce genre en 2007, avant de voir leur site fermer.

Quelle riposte ?

Face à tout ça, des résistances ont lieu en divers endroits. À Renault, les salariés de Choisy se sont remis en grève ce lundi contre les plans de leur direction. Des débrayages ont également lieu à Flins. Jeudi dernier, les salariés de Luxfer à Gerzat (Puy-de-Dôme) dont l'usine de bonbonnes à oxygène a fermé il y a un an, se sont réunis pour réclamer la nationalisation du site.

Si les nationalisations peuvent apparaître comme des issues pour éviter provisoirement des fermetures, elles ne sont que rarement des boucliers contre les restructurations et les licenciements. Plus souvent, elles les accompagnent et une fois l'entreprise rentable de nouveau, elle est revendue au privé. Quant aux politiciens qui prônent la « souveraineté » et les relocalisations, jamais avares d'une saillie contre les « Anglais » qui possèdent Luxfer, on ne les entend pas dire que les licenciements avaient commencé dès l'époque du très français Pechiney.

L'offensive patronale est déterminée. Notre riposte doit l'être tout autant ! En ne comptant que sur nos luttes collectives pour imposer la réduction du temps de travail sans perte de salaire, seul moyen de mettre fin au chômage et de vivre mieux.

L'Étincelle est aussi en ligne

Facebook : NPA L'Étincelle – Renault Lardy

Twitter : Convergences Révolutionnaires @etincelle_npa

Les Bulletins de l'Étincelle @F_Bulletins

Instagram : etincelle_npa

Et sur <https://www.convergencesrevolutionnaires.org/>

On a le droit de savoir !

Après avoir laissé planer le doute et caché des informations pendant des semaines, c'est sous la pression des salariés que la direction a finalement prévu un CSE pour s'expliquer sur les fermetures de bancs moteurs. Rien que pour savoir ce qu'ils nous réservent, il faut se mobiliser. C'est notre avenir qu'ils jouent avec leur plan d'économies.

Ne les laissons pas nous balader : exigeons que tous les salariés puissent savoir ce que la direction prépare.

Des bancs mis au ban

Avec ce CSE spécial, la direction va raconter que le cas des bancs moteurs n'a rien à voir avec le reste du site. Comme si le boulot des salariés y était déconnecté de l'activité globale de Lardy. Bien sûr que la fermeture de ces bancs est liée au plan d'économie de Renault !

Ils essaient de nous diviser pour nous attaquer les uns après les autres, et nous forcer à accepter des reculs, chacun dos au mur. La fermeture des bancs moteurs aura des conséquences pour tous les salariés, qu'ils soient Renault ou prestataires : il faut s'y opposer. Commençons à le faire en débrayant jeudi matin !

Une logique bien pratique

La direction prétend que le sort des salariés qui travaillent sur les bancs moteurs n'a rien à voir avec les suppressions de postes prévues chez Renault.

D'après elle, le plan d'économies chez Renault n'ayant pas encore été discuté avec les syndicats, alors il n'est pas possible qu'il commence à être appliqué : la fermeture des bancs ayant été annoncée avant les réunions de « dialogue social », elles n'ont donc rien à voir avec ce plan !

CQFD. Si on suit leur logique, il suffirait aux syndicats de se prononcer contre le plan de Renault pour qu'il soit annulé ou amendé... Ceux qui font croire cela sont définitivement dans le camp de la direction, qui cherche simplement à gagner du temps et à étaler la colère dans le temps. L'urgence est de s'organiser dès maintenant pour empêcher les suppressions de postes.

On casse vos emplois, mais remplissez bien SDA !

Vendredi dernier, la directrice de la DEA-T, responsable de 3500 salariés dans le monde, devait s'ennuyer ferme. Elle n'avait en effet rien d'autre à faire que de nous envoyer un long mail pour qu'on remplisse bien le SDA, l'outil de gestion budgétaire des projets.

Nos grands directeurs naviguent à vue, changent d'avis tous les quarts d'heure sur les projets, nos congés ou le chômage partiel... mais on devrait, nous, « faire particulièrement attention [...] de bien retranscrire l'activité réelle passée par projets ». En gros, si on pouvait faire leur boulot pendant qu'ils ramassent les primes de performance, ils ne diraient pas non !

Leur gestion calamiteuse menace nos emplois et notre avenir. Plutôt que leur outil de gestion, on ferait bien de s'occuper de notre meilleur outil pour nous défendre : la grève !

Nouveau patron, vieilles recettes

Le nouveau Directeur Général arrive. Vendredi 19 juin, il a est allé se présenter aux actionnaires pour les rassurer...

Et leur prédire de juteux bénéfices ! Il va faire de Renault « l'une des meilleures surprises de retournement de votre portefeuille d'investissement » leur a-t-il promis.

Pour les salariés, c'est une autre histoire : fermeture de sites, suppressions de postes et charge de travail accrue pour ceux qui restent. Garantir des profits aux capitalistes et des économies sur le dos des salariés : le job n'est pas très original. Heureusement, c'est bien payé : 1,3 million de salaire fixe et jusqu'à 5 millions de rémunération variable par an. De quoi se mettre à l'abri de la crise.

Nokia Nozay : un autre plan, un même combat

Nokia a annoncé plus de 1200 suppressions de postes en France. Sur le site de R&D de Nozay (91), ce sont plus de 800 emplois qui sont menacés par ce plan, le 4^e depuis 2016 ! Nokia fait des bénéfices, mais justifie ces économies en parlant de gagner en compétitivité.

Toute ressemblance avec Renault n'a rien d'une coïncidence : c'est la même politique qui consiste à exploiter toujours plus les salariés pour enrichir les actionnaires. Ces plans patronaux ne sont pas déconnectés les uns des autres, alors il faut les bloquer tous ensemble.

La convention brasse du vent et les patrons, l'oseille

Après des mois de pseudo-consultation d'un panel de citoyens pour parler des solutions à la crise climatique, Macron a joué à l'écolo au lendemain des élections. Il a fait semblant d'écouter leur avis en adoptant des mesures censées sauver le climat, dont un paquet n'entrera pas en vigueur avant 2022, autant dire qu'il ne s'engage à rien, à part quelques réformes cosmétiques pour verdir son bilan.

Pas questions de contester le pouvoir des patrons sur la production : il a même écarté l'idée d'une petite taxe sur les dividendes. À l'inverse, il propose d'offrir 15 milliards d'euros (de plus) aux patrons sous prétexte de financer la « transition écologique ». Un bon paquet de billets... verts.

Laissez cette réforme là où elle est, dans la poubelle !

Cette teigne de Macron veut ressortir la retraite à points. Le mouvement de grève cet hiver avait pourtant mis les choses au point : personne n'en veut, sauf le CAC 40 !

Ce n'est pas pour rien qu'au pic de la crise sanitaire, Macron avait dû la remballer. Rappelons que cette réforme prévoyait que le montant des pensions serait indexé sur le PIB. Avec la crise actuelle, cela reviendrait à faire payer la crise aux vieux travailleurs, mécaniquement.

Non, c'est non. Point.

Toujours les mêmes en première ligne

Selon une récente étude du collectif *Des chiffres et des luttes*, les travailleurs en « première ligne » durant le confinement étaient les « premiers de corvée » : 61 % des travailleurs obligés d'aller sur site étaient des ouvriers, contre 16 % de cadres. Parmi ces travailleurs sacrifiés sur l'autel de l'économie, ceux des TPE/PME et ceux qui ont des contrats courts ont été encore plus exposés, sans que leurs employeurs fassent le nécessaire. Conséquence : des conditions de travail dangereuses qui ont parfois créé de nouveaux clusters épidémiques dans les entreprises.

Comme chaque fois que la bourgeoisie déclare qu'elle part en guerre, ce sont ceux qui font tourner la société qui se retrouvent au front.